

Unité départementale du Val-de-Marne  
Service risques et installations classées (SRIC)  
12/14 rue des Archives  
94011 Créteil Cedex

Créteil, le 19/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **TAIS VEOLIA**

13 rue Raoul Delattre  
94290 Villeneuve-Le-Roi

Références : DRIEAT-IF/UD94/SRIC/PADVME/2026/AH/N°108GR  
Code AIOT : 0007403812  
N° de dossier : 2011/0285 (94 21509)

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/02/2026 dans l'établissement TAIS VEOLIA implanté 13 RUE RAOUL DELATTRE 94290 Villeneuve-le-Roi. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TAIS VEOLIA
- 13 RUE RAOUL DELATTRE 94290 Villeneuve-le-Roi
- Code AIOT : 0007403812
- Régime : Autorisation

La société TAÏS (groupe VEOLIA PROPRETÉ) exploite, à Villeneuve-le-Roi, un centre de tri/transit de déchets issus de collectes sélectives et de déchets non dangereux provenant de clients privés.

Sur ce site, l'exploitant réalise les activités suivantes :

- tri des emballages et des collectes sélectives des ménages (CSM) sur une chaîne de tri dédiée ;
- tri des déchets non dangereux provenant de clients privés (entreprises, activités économiques et industrielles) sur une seconde chaîne de tri dédiée ;
- transfert d'ordures ménagères, d'apports purs (notamment de bois et de déchets verts) et de certains déchets industriels non dangereux ;

- conditionnement des déchets triés à l'aide d'une presse à balles et d'une presse polystyrène ;
- broyage de cartons, broyage et conditionnement de plastiques ;
- déchetterie professionnelle, indépendante des autres activités de tri/transit.

Le bâtiment principal est séparé en deux halls :

- le 1er hall de 5 930 m<sup>2</sup> pour l'activité de tri et de transfert ;
- le 2nd hall de 7 000 m<sup>2</sup> pour une activité de presse et de CSM.

L'installation dispose également d'une plateforme couverte de 3 250 m<sup>2</sup> dédiée à l'activité de stockage, tri, déchetage et transfert de plastique rigide.

L'établissement emploie environ 32 personnes et traite en moyenne 120 000 tonnes de déchets par an (le site est autorisé à traiter jusqu'à 200 000 tonnes par an).

Le site est ouvert du lundi au vendredi de 6h30 à 22h00 et est surveillé par une société de gardiennage 7 jours sur 7.

Rubriques	Libellé	Nature de l'Installation et volume d'activités
<b>2791-1 [A]</b>	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971.	Broyage de papier / carton / Plastique : 124 t/j
<b>2714-1 [E]</b>	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711 Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup> .	Emballages plastiques, housses plastiques, Déchets de bois Papiers, cartons Volume maximal : 4 100 m <sup>3</sup>
<b>2716-1 [E]</b>	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup> .	Transit et regroupement de déchets non dangereux Volume maximal : 5 700 m <sup>3</sup> .
<b>1435-2 [DC]</b>	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant supérieur à 100 m <sup>3</sup> d'essence ou 500 m <sup>3</sup> au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m <sup>3</sup> .	2 pompes de distribution de 5 m <sup>3</sup> /h en zone de tri (gazole et fuel) 2 pompes de GO de 5 m <sup>3</sup> /h en zone de collecte. Volume total : 222 m <sup>3</sup> /an (fuel : 31 ; GO : 191)
<b>2710-2-b [DC]</b>	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> et inférieur à 300 m <sup>3</sup> .	Zone déchetterie pour la collecte des petits apporteurs : - tout-venant ; - bois ; - déchets métalliques ; - papiers/cartons ; - plastiques ; - déchets verts ; - plâtre / gravats. Le volume estimé de déchets

		présents sur cette plate-forme est de 180 m <sup>3</sup> .
2715 [D]	Installations de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 250 m <sup>3</sup> .	Transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre. 2 alvéoles de verre pour une capacité totale de 650 m <sup>3</sup>
2713-2 [D]	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface étant supérieure ou égale à 100 m <sup>2</sup> et inférieure à 1 000 m <sup>2</sup> .	Tri, transit, regroupement de métaux Surface de stockage des métaux avant et après tri : 150 m <sup>2</sup>

A (Autorisation) ; E (Enregistrement) ; DC (Déclaration avec contrôle périodique) ; D (Déclaration).

Les installations sont, notamment réglementées par :

- l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2005/292 du 27 janvier 2005 ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n°2008/2226 du 30 mai 2008 ;
- l'arrêté préfectoral codificatif n°2013/1037 du 25 mars 2013 ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n°2014/6728 du 8 septembre 2014 ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n°2016/2474 du 29 juillet 2016 ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n°2023/00016 du 5 janvier 2023.
- l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets (GEREP) ;
- l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique n° 1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 15 octobre 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2715 ;
- l'arrêté ministériel du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-2 (Installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) ;
- l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples ;
- l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

#### Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure : arrêté préfectoral de mise en demeure n°2025/00044 du 06/01/2025

#### Thèmes de l'inspection :

- AR - 2
- AR - 4
- Déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
Rejet eaux usées	Arrêté Préfectoral du 27/01/2005, article 3.1.5.4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective	2 mois
Vérification des échéances de l'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte	3 mois
Analyse du compte rendu d'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte	4 mois
Rétention	Arrêté Ministériel du 06/08/2018, article 11	/	Demande d'action corrective	15 jours
Vérification des échéances de la requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I	/	Mise en demeure Amende administrative	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
Rejet eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 27/01/2005, article 3.1.5.3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
CAPACITES	Arrêté Préfectoral du 30/05/2008, article 4.I.1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection, il a été observé plusieurs non-conformités, principalement sur la vérification des équipements sous pression présents sur site.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Rejet eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/01/2005, article 3.1.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 30/07/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans la darse et le réseau d'assainissement public d'eaux pluviales, les valeurs limites en concentration suivantes : MES : 30mg/L ; DBO5 : 10mg/L ; DCO : 40mg/L ; NTK : 2mg/L ; Hydrocarbures totaux : 5mg/L ; Métaux totaux : 1mg/L.</p> <p><b>Non-conformité relevée précédemment :</b> Depuis au moins 5 années, les rejets des eaux pluviales en darse sont 2 fois supérieurs aux valeurs limites d'émissions (VLE) pour la DCO, la DBO et l'azote Kjeldhal. L'exploitant a indiqué que les travaux de modernisation du réseau d'eau ont été finalisés en début d'année 2024, et qu'il prévoit de réaliser une analyse des eaux rejetées du site en novembre 2024.</p>
<b>Constats :</b> <p>Lors de l'inspection, l'inspection a regardé les analyses des rejets aqueux du site réalisées en novembre 2024 et 2025.</p> <p>L'établissement a deux types de rejet :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les rejets d'eaux pluviales réglementés par l'article 3.1.5.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27/01/2005, qui ont fait l'objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06/01/2025</li><li>- les rejets d'eaux usées réglementés par l'article 3.1.5.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27/01/2005</li></ul> <p>Le rapport de AquaMesure du 14 janvier 2025 démontre pour le rejet des eaux pluviales, un dépassement de la valeur limite d'émission (VLE) en azote Kjeldhal allant à 6.9 mg/l au lieu d'un maximum à 2 mg/l.</p> <p>Le rapport de AquaMesure du 12 février 2026 montre le respect des VLE pour les eaux pluviales.</p> <p>L'exploitant réalise annuellement un curage de ces réseaux d'eaux pluviales afin de diminuer les matières organiques pouvant s'y accumuler.</p> <p>Afin de limiter les curages, l'exploitant a indiqué prévoir la mise en place d'avaloirs permettant de retenir les matières issues du traitement des déchets papiers et cartons.</p> <p>Il apparaît donc que l'exploitant respecte le point 2 de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral de mise en demeure sus-mentionné.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites

## N° 2 : Contrôle de la liste des appareils à pression

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Liste des appareils à pression
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 30/07/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p> <p><b>Non-conformité relevée précédemment :</b> Lors de l'inspection, il a été constaté l'absence de liste d'ESP alors qu'il a été confirmé la présence d'au moins un compresseur à air soumis à l'arrêté ministériel du 20/11/2017.</p>
<b>Constats :</b> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté la liste des équipements sous pression présent sur site. La liste comprend l'ensemble des éléments indiqués dans l'article sus-mentionné.</p> <p>L'installation comprend un total de 20 équipements sous pression. Il apparaît donc que l'exploitant respecte le point 1.1 de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral de mise en demeure sus-mentionné.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Vérification des échéances de l'inspection périodique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle documentaire – Inspection périodique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 30/07/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.</p> <p>La période maximale est fixée au maximum à :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- 1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un</li></ul>

<p>essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;</p> <p>- 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ;</p> <p>Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté,</p> <p>Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.</p> <p><b>Non-conformité relevée précédemment : Lors de l'inspection, il a été constaté la présence d'un compresseur à air soumis à l'arrêté ministériel du 20/11/2017.</b></p> <p><b>Cependant, l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir le rapport d'inspection périodique de cet équipement de moins de 4 ans.</b></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La liste des ESP présentée par l'exploitant indique qu'une dizaine d'ESP ont été installés en 2021. Ces ESP devaient alors être contrôlés au plus tard en 2025.</p> <p>L'exploitant a indiqué que des contrôles de ces ESP n'ont pas été réalisés dû à l'absence des documents accompagnants les ESP étant donné que les QR-Codes présents ne sont plus utilisables.</p> <p>L'exploitant est entré en contact avec les exploitants des ESP afin d'obtenir la documentation.</p> <p>Pour rappel, tout équipement sous pression décrit dans l'article R. 557-14-1 du code de l'environnement est soumis à inspection et requalification périodique.</p> <p>Il apparaît donc que l'exploitant ne respecte pas le point 1.2 de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral de mise en demeure sus-mentionné.</p> <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit se mettre en conformité avec les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20/11/2017, article 15.I, et notamment faire réaliser le contrôle de l'ensemble des ESP installés depuis 2022 par un organisme habilité.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Astreinte</p>

#### N° 4 : Analyse du compte rendu d'inspection périodique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle documentaire – Inspection périodique
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 30/07/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> </ul>



<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - L'inspection périodique est réalisée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ;</li> <li>- pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition.</li> </ul> <p>II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués.</p> <p>III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu.</p> <p>Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.</p> <p>L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.</p> <p>Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.</p> <p><b>Non-conformité relevée précédemment : L'exploitant ne dispose pas de compte-rendu d'inspection périodique de son équipement devant être contrôlé.</b></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant, n'ayant pas réalisé le contrôle des ESP dû à l'absence des documents associés à ces ESP, ne dispose pas des compte-rendus d'inspection périodique.</p> <p>Il apparaît donc que l'exploitant ne respecte pas le point 1.3 de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral de mise en demeure sus-mentionnée.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit se mettre en conformité avec les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20/11/2017, article 17, et notamment transmettre dès réception, les compte-rendus des inspections périodiques.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Astreinte</p>

## N° 5 : CAPACITES

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/05/2008, article 4.I.1			
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Volumes d'activités			
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les tonnages et les volumes de déchets reçus sont proches des valeurs suivantes :</p>			
	tonnage annuel maximum (t)	tonnage mensuel maximum (t)	volume instantané maximum (m <sup>3</sup> )

DIB et emballages	52 000	4 767	1 100
Encombrants	15 000	1 375	212
Ordures ménagères	30 000	3 000	210
Cartons	31 000	2 583	795
Autre apports purs	40 000	4 000	672
Collecte sélective	20 000	1 917	771
Papiers, journaux	12 000	1 200	250

#### Constats :

Lors de l'inspection, il a été observé une importante quantité de déchets stockés à traiter et traités.

Afin de prendre connaissance de la quantité de déchets présents sur site, il a été demandé à l'exploitant le tableau des stocks de déchets présents sur site.

Sur ce tableau, il apparaît un stockage important de balles de cartons et de papier de respectivement de 700 t et de 900 t et d'un stockage d'environ 150 t de plastiques.

En considérant que la masse volumique des balles de cartons, de papier et de plastiques sont respectivement d'environ 0.5 t/m<sup>3</sup>, d'environ 0.75 t/m<sup>3</sup> et de 1 t/m<sup>3</sup>, il apparaît que le volume de déchets total est d'environ 2 750 m<sup>3</sup> (1 400 + 1 200 + 150).

Ce qui est inférieur au volume total autorisé sur site (4 100 m<sup>3</sup>).

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 6 : Rétention

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/08/2018, article 11

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eau

#### Prescription contrôlée :

**I.** Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduares.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;

- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;

- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.

[...]

#### Constats :

Lors de l'inspection, il a été observé la présence de bidons de liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols sans rétention.
Il est à indiquer que tout récipient ayant contenu une substance dangereuse est considéré comme un déchet dangereux et doit être placé sur rétention.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit se mettre en conformité avec les prescriptions de l'arrêté ministériel du 06/08/2018, article 11, et notamment mettre sur rétention ces bidons de déchets dangereux jusqu'à leur évacuation du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 7 : Vérification des échéances de la requalification périodique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, ESP
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ;</li> <li>- trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;</li> <li>- six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;</li> <li>- six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ;</li> <li>- six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ;</li> <li>- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur. Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans.</li> </ul> <p>Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il a été observé dans le tableau la présence de 2 ESP datant de plus de 10 ans n'ayant pas subi de</p>

requalification périodique :

Équipement	Fabricant	N° fabrication	Année	PS (bar)	V (litres)	PS*V
Cuve	CSC	10982	2014	11	500	5500
Compresseur	ATLAS COPCO	725844	2013	8.5	50	425

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit se mettre en conformité avec les prescriptions de l'Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I, et en particulier, il doit mettre à l'arrêt les équipements de plus de 10 ans n'ayant pas subi de requalification périodique jusqu'à leur requalification périodique ou leur retrait .

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Amende Administrative, Mise en demeure

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 7 : Rejet eaux usées**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/01/2005, article 3.1.5.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eau

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le réseau d'assainissement public d'eaux usées, les valeurs limites en concentration suivantes : MES : 600 mg/L ; DBO5 : 800 mg/L ; DCO : 2000 mg/L ; Atoze : 150 mg/L ; Hydrocarbures totaux : 5 mg/L ; Phosphore : 50 mg/L.

**Constats :**

Lors de l'inspection, l'inspection a regardé les analyses des rejets aqueux du site réalisées en novembre 2024 et 2025.

L'établissement a deux types de rejet :

- les rejets d'eaux pluviales réglementés par l'article 3.1.5.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27/01/2005, qui ont fait l'objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 06/01/2025
- les rejets d'eaux usées réglementés par l'article 3.1.5.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27/01/2005

Le rapport de AquaMesure du 12 février 2026 montre un dépassement très important des VLE pour les hydrocarbures totaux avec une valeur de 16 mg/l au lieu de 5 mg/l pour les rejets d'eaux usées

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit réaliser un nouveau contrôle des rejets aqueux pour son réseau d'eaux usées et identifier la source de la pollution en hydrocarbures pour se remettre en conformité.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## Planche photographique associée à la visite d'inspection

### N°6 : Rétention



Bidons ayant contenu des produits dangereux



Étiquette des bidons de produits dangereux